

Compte-rendu du CSAL de l'Eure du 5 octobre 2023

Évreux, le 5 octobre 2023

Représentant-es du personnel présent-es :

Solidaires Finances Publiques : 5 sièges de titulaires **CGT** : 2 sièges de titulaires

- Aurélie HERKOUS
- Jean-Baptiste COUTELIS
- Chantal CADIOU
- Florence LEMAITRE
- Céline THOMAS
- Benoit COURTAUT

- Arnaud TALARD
- Boriane CARNET

FO : 1 siège de titulaire

- Mathilde DAESCHLER
- Aline DORCHIES

Le CSAL de l'Eure s'est réuni le 5 octobre 2023. Après lecture des déclarations liminaires des organisations syndicales, le Président du CSAL a indiqué que nos interpellations relevaient du contexte national et que les réponses ne seraient pas apportées en séance.

Solidaires Finances Publiques a rappelé que nous interpellions dans notre déclaration liminaire la Direction sur l'organisation de la future campagne des avis de Taxe d'Habitation. Le Président a indiqué que ce point serait abordé lors de l'examen de l'ordre du jour, notamment sur la campagne déclarative de revenus.

1. Approbation du PV des CASL du 25 janvier 2023 et du 15 juin 2023

Le PV du CSAL du 25 janvier 2023 a été approuvé à l'unanimité.

Solidaires Finances Publiques a émis une observation concernant une annexe citée dans le PV du 15 juin 2023 et non présente. Cet oubli sera rectifié et le PV a été approuvé à l'unanimité.

2. Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS) 2023 – Gestion 2022

Le service des Ressources Humaines (RH) nous a présenté le TBVS et a rappelé que cet outil était présenté depuis 10 ans, ce qui permet de suivre l'évolution des indicateurs au fil des années.

Concernant les fiches de signalement, **Solidaires Finances Publiques** a indiqué que, malgré un nombre relativement stable depuis plusieurs années, de nombreux et nombreuses agent-e-s ne rédigeaient pas de fiches par manque de temps ou banalisation des incivilités subies. Le service RH nous a indiqué également rappeler aux chef-fe-s de

services et aux collègues l'importance de la rédaction de ces fiches. La Direction a par ailleurs indiqué que la Direction Générale souhaitait une accentuation du suivi des fiches de signalement, avec la mise en place d'un outil de suivi et la dématérialisation des fiches au début de l'année 2024. **Solidaires Finances Publiques** a demandé si les représentant-e-s du personnel auront accès à cet outil. Selon la Direction, il est prématuré pour l'instant de le savoir, nous aurons a minima une restitution des fiches déposées.

Au sujet des jours épargnés sur le compte épargne temps (CET), **Solidaires Finances Publiques** a indiqué ne pas être d'accord avec la Direction sur le mode de calcul du ratio par agent-e. Selon la Direction, le cumul de jours épargnés sur l'année 2022 représenterait l'équivalent de 7,32 « agent-e-s-année ». Pour **Solidaires Finances Publiques**, le ratio serait de l'ordre de 13 « agent-e-s-année », calculé sur une base de 200 jours travaillés par an. Au cours de la campagne 2022, 72 jours ont été versés au Régime Additionnel de la Fonction Publique (RAFP) et 1358 ont fait l'objet d'un rachat. **Solidaires Finances Publiques** a demandé si les jours versés au RAFP (option par défaut) l'avaient été de façon volontaire. Le service RH nous a répondu par l'affirmative, indiquant réaliser des relances régulières auprès des agent-e-s n'ayant pas opté. **Solidaires Finances Publiques** a indiqué que le rachat des jours de congés reflétait le problème de pouvoir d'achat des fonctionnaires de plus en plus prégnant dans le contexte inflationniste que nous connaissons (voir notre déclaration liminaire).

Concernant le nombre d'écêtements des horaires variables, il est relativement stable. **Solidaires Finances Publiques** a attiré l'attention de la Direction sur les journées de télétravail dont la quotité de travail est forfaitisé, le dépassement de la quotité horaire quotidienne n'étant pas comptabilisé dans ces situations. **Solidaires Finances Publiques** a par ailleurs rappelé le droit à la déconnexion des agent-e-s. **Solidaires Finances Publiques** a fait remarquer que l'on était dans un cercle vicieux : les collègues réalisant des heures supplémentaires pour compenser les problèmes d'effectifs pour mener à bien leurs missions, et s'interdisant de prendre leurs récupérations horaires pour ces mêmes motifs. Le volume horaire total écrêté pour l'année 2022 est de plus de 2316 heures, soit l'équivalent de 15 mois de temps de travail à temps complet ! Un suivi contemporain des écêtements est mis en place par le service RH.

Le taux de télétravailleurs et télétravailleuses est de 76,50 % pour l'année 2022, la norme nationale s'établissant à 73,59 %. Deux familles de structure (SIP et PRS) présentent une situation en retrait par rapport à la norme nationale. Cinq services du département font apparaître un taux inférieur à la norme nationale : le SIP de Bernay, le SIE relocalisé de Pont-Audemer, le SGC de Verneuil d'Avre et d'Iton, la Trésorerie Hospitalière et le PRS. La Direction a indiqué qu'une part importante du télétravail accordé l'était pour préconisations médicales. **Solidaires Finances Publiques** a réitéré sa demande d'organisation d'un groupe de travail sur l'organisation des services avec le télétravail et la communication du résultat de l'audit sur le management du télétravail.

Le nombre de reconnaissance d'accidents de service diminue (6 reconnaissances en 2022). **Solidaires Finances Publiques** a demandé si toutes les demandes de reconnaissances d'accidents de service ont été acceptées. La Direction nous a indiqué qu'elles avaient toutes été reconnues exceptée une qui a fait l'objet de débats lors d'une précédente Formation Spécialisée du CSAL.

Le TBVS fait état de 4 services présentant au moins 5 indicateurs dégradés (sur 11) : le SGC de Verneuil d'Avre et d'Iton, le PRS, la trésorerie hospitalière, le quatrième n'était

pas mentionné dans les documents. La Direction a avancé le nom du SIE relocalisé de Pont-Audemer mais doit nous reconfirmer cette information.

3. Bilan de la campagne déclarative 2023

La Direction nous a tout d'abord indiqué que le dispositif des Établissements France Services (EFS) s'était bien inscrit dans le paysage lors de cette dernière campagne déclarative.

Pour lutter contre l'accroissement des fraudes RICI (Réductions d'Impôt et Crédits d'Impôt), un plan d'action national a été mis en œuvre pendant cette campagne déclarative. Plus de 20 000 dossiers ont été vérifiés et peu ont fait l'objet de rejets. Au niveau départemental, le seuil des restitutions nécessitant la validation du responsable de service a été fixé à 2 000 €.

Concernant l'accueil sur rendez-vous, 110 contre-appels ont été réalisés pour plus de 2700 rendez-vous physiques et téléphoniques programmés. La Direction nous a indiqué que les contre-appels ont été vite abandonnés par les collègues, les créneaux à peine libérés étant aussitôt pris d'assaut par les usager-e-s. **Solidaires Finances Publiques** a répondu qu'il s'agissait du parfait exemple de besoin d'un service de proximité pour les usager-e-s.

Solidaires Finances Publiques a souligné que le renfort aux centres de contact représente l'équivalent d'un tiers des appels téléphoniques en local alors que les postes ont été supprimés dans les SIP pour la création des centres de contact.

Concernant l'accueil dans les EFS, en augmentation de 117 % par rapport à l'année dernière, la Direction nous a indiqué que plus de 80 % des questions étaient simples et ont été entièrement traitées par les conseiller-e-s en EFS. **Solidaires Finances Publiques** a rappelé que les usager-e-s se sont rapprochés des EFS par défaut, soit par manque de proximité d'un site DGFIP (les EFS de Bourg-Achard, Les Andelys et Verneuil d'Avre et d'Iton représentent à eux seuls un tiers des demandes), soit en raison des créneaux horaires peu disponibles. **Solidaires Finances Publiques** a indiqué que cette année, contrairement aux années précédentes, les SIP n'étaient pas ouverts au public les mardis et jeudis après-midi pendant la campagne. **Solidaires Finances Publiques** a également répondu que les questions sont simples si on le veut, il n'est plus à démontrer qu'une question peut en engendrer une autre, plus complexe. Dans ces situations, l'expertise des agent-e-s de la DGFIP est primordiale.

La Direction a indiqué que le Pôle Gestion Fiscale (PGF) a demandé aux chef-fe-s de service des SIP une remontée hebdomadaire des questions posées à l'accueil. Apparemment, les collègues, pourtant en première ligne, n'ont pas été informés de cette demande. **Solidaires Finances Publiques** a également indiqué que les statistiques des centres de contact n'étaient pas adaptées, les collègues cochant en majorité la case « autre demande ».

Cette campagne déclarative a également été marquée par une forte augmentation de l'accueil, tous canaux confondus, sur la période post-campagne IR (+ 38.96 % par rapport à 2022) en raison de la nouvelle obligation déclarative Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI). **Solidaires Finances Publiques** a une nouvelle fois dénoncé le fiasco GMBI (voir notre déclaration liminaire). **Solidaires Finances Publiques** a demandé comment la Direction envisageait-elle la campagne des avis à venir et quelles mesures comptait-elle

mettre en place pour anticiper l'éventuelle affluence d'usager-e-s et soutenir les collègues déjà fortement éprouvés par la campagne déclarative. La Direction nous a répondu qu'il n'y avait pas de consignes de la DG pour l'instant et qu'elle attendait avant de prendre des mesures.

4. Point budgétaire au 31 août 2023

Concernant la situation budgétaire de la DDFIP27, il est constaté une augmentation de 57 000 € des loyers non budgétaires. Suite à l'incendie du CFIP de Vernon, deux baux ont été signés afin de maintenir la continuité du service public. Un bail auprès de la mairie de Saint-Marcel pour assurer l'accueil du public, le deuxième au sein du campus de l'Espace pour la gestion du SIP. Une expertise a été menée sur le site Azemia concluant que l'intégrité fonctionnelle du bâtiment n'était pas compromise. Des analyses biologiques ont également été réalisées mi-septembre et la Direction est en attente des résultats. Divers devis ont été demandés afin de statuer sur la réinstallation définitive du SIP de Vernon sur le site historique ou non, la Direction nous a indiqué qu'aucune piste n'est écartée pour le moment. **Solidaires Finances Publiques** a réaffirmé que nous resterons vigilants sur les différentes pistes de réflexion à mener quant à la réinstallation définitive afin d'assurer la continuité du service public de proximité à Vernon et de répondre positivement aux souhaits des agent-e-s.

Des audits énergétiques sur l'ensemble des chaudières des sites du département ont été réalisés et ont permis de solliciter des crédits pour changer les chaudières de Bernay et de Vernon, dont l'installation n'a pas été effective du fait de l'incendie. Dans le respect de la circulaire de 2022 sur la sobriété énergétique, limitant les températures à 19 °C, les remises en chauffe sont normalement prévues entre le 16 et 23 octobre. Le raccordement de la cité administrative au système de chauffage urbain est prévu fin 2023/début 2024.

5. Questions diverses

Solidaires Finances Publiques a interrogé la Direction sur une enquête menée par un prestataire extérieur sur la mobilité des agent-e-s de la DGFiP. La Direction nous a indiqué que cette enquête entrerait dans le cadre du Plan Mobilité Employeur de la DG et qu'au niveau départemental, les sites de Louviers et Les Andelys avaient été retenus. **Solidaires Finances Publiques** a demandé que les résultats de cette enquête, ainsi que les pistes de réflexion qui en découleront, soient évoqués à l'occasion du Groupe de Travail EcoFiP, ce que la Direction a accepté.

Solidaires Finances Publiques a demandé si l'organisation de la journée de cohésion a été appropriée par l'ensemble des services. La Direction nous a indiqué qu'environ 360 agent-e-s étaient pour l'instant concerné-e-s. **Solidaires Finances Publiques** a demandé qu'un bilan nous soit présenté et qu'un examen particulier des services non candidats soit réalisé.

Solidaires Finances Publiques a interrogé la Direction sur les modalités d'organisation du mouvement local des contrôleurs et contrôleuses stagiaires. La Direction nous a indiqué que le mouvement était ouvert depuis le 5 octobre matin jusqu'au 12

octobre inclus. Les postes proposés aux stagiaires n'ont pas encore été arrêtés, la finalisation des affectations locales est prévue fin octobre. Concernant les inspecteurs et inspectrices stagiaires, le mouvement local sera lancé après la publication du mouvement national de première affectation.

Solidaires Finances Publiques a également demandé l'état d'avancement de la campagne de recrutements de contractuel.les commencée au courant de l'été (2^e vague). Ce sont 7 postes de B et 2 postes de C qui étaient proposés. Les entretiens sont terminés et les candidat-e-s retenu-e-s arriveront dans les services entre le 16 octobre et 30 décembre. Une 3^e vague de recrutement de contractuel.les a été annoncé par la DG. Ce sont 3 postes de C dédiés à GMBI pour une durée d'un an, et 2 postes de B et 3 postes de C pour une durée de trois ans. Pour ces derniers, la Direction n'a pas encore statué sur les postes qui seront proposés.

Solidaires Finances Publiques a indiqué, après avoir rappelé notre opposition au principe des congés imposés et non financés par des Autorisations Spéciales d'Absence (ASA), que les agent-e-s nous avaient fait part de leur souhait qu'un sondage soit réalisé pour les ponts naturels de 2024. La Direction a décliné cette solution au motif que le taux de participation aux précédents sondages n'était pas représentatif.

Solidaires Finances Publiques a aussi demandé que le Contrat d'Objectifs et de Moyens 2023/2027 soit présenté aux représentant-e-s du personnel, la Direction ayant déjà entamé sa tournée des services pour le présenter aux agent-e-s.

Les élu-e-s de **Solidaires Finances Publiques** au CSAL de l'Eure.